



ÉDITORIAL

COP30: le drame de l'inaction climatique

PAR MAUD VERGNOL, CODIRECTRICE DE LA RÉDACTION

L'habitabilité de la Terre intéresse-t-elle encore les dirigeants de la planète ? L'extinction d'espèces, la multiplication des incendies dantesques, les inondations meurtrières, la chaleur insoutenable, la sécheresse implacable que nous subissons ne sont pour tant qu'un avant-goût du futur. Le changement climatique a commencé. Il est irréversible. L'enjeu désormais est donc de s'adapter à cette réalité et d'empêcher davantage de dégâts. Derrière les chiffres et acronymes du combat climatique, des peuples sont arrachés à leurs terres, des catastrophes meurtrières se multiplient... L'humanité est à l'aube de retombées désastreuses si nous ne changeons rien.

À quelques jours de l'ouverture de la COP30 au Brésil, et alors que nous nous apprêtons à célébrer les dix ans de l'accord de Paris, les principaux dirigeants politiques continuent de regarder ailleurs, de se satisfaire de déclarations incantatoires inefficaces, quand ils n'ont pas succombé au climatocépticisme le plus crasse. En décembre 2015, le monde applaudissait cet accord historique scellé dans la capitale française, malgré toutes ses limites et insuffisances, redonnant une bonne conscience au capitalisme, sans imposer aucun mécanisme de sanctions. Le résultat est aujourd'hui accablant.

La première puissance économique mondiale l'a jeté aux oubliettes, son président préférant « forer à tout va » et assurant, fin septembre à la tribune de l'ONU, que le changement climatique était « la plus grande arnaque jamais menée contre le monde ». Avec des arguments de haute volée. « Ils disaient que le réchauffement climatique allait tuer le monde... Mais ensuite il a commencé à faire plus froid », a en effet relevé Donald Trump. Les lobbyistes des énergies fossiles et des industries polluantes n'auraient rêvé ambassadeur plus zélé. Les faits, la science, révèlent pourtant un scénario bien différent. En juin dernier, 61 scientifiques de 17 pays différents affirmaient que le dépassement du seuil de 1,5 °C était désormais

inéluclable, balayant définitivement l'espoir de respecter le premier totem fixé par l'accord de Paris.

La COP30, qui s'ouvrira le 10 novembre à Belém, au cœur de l'Amazonie brésilienne, sera un moment de vérité. Et la session de négociations préalables organisée à Bonn en juin dernier n'augure rien de bon, dans un contexte géopolitique très tendu. Il n'y a quasiment pas été question de taxation des entreprises polluantes, d'annulation de la dette ou de réforme du système financier mondial. C'est dire si ce sommet s'annonce peu prometteur et les négociations onusiennes laborieuses. L'espoir pourrait plutôt venir du côté du sommet des peuples, qui se réunira en marge de la COP. De l'Amazonie aux quartiers populaires, des paysans sans terre brésiliens aux syndicalistes en lutte pour une transition juste, la société civile du monde entier va se rassembler pour porter une même exigence : celle de la justice climatique et sociale. Tous, dans la diversité de leurs cultures, sont convaincus que ce sont les mêmes logiques d'exploitation qui épuisent la terre et les travailleurs, qu'on ne peut séparer la lutte pour la planète de celle pour la dignité humaine.

Le dérèglement climatique n'est pas un accident de l'histoire. Il est le produit direct d'un modèle capitaliste fondé sur la croissance infinie, la captation et la privatisation des ressources et la mise en concurrence généralisée. Plus qu'à des sommets diplomatiques sans ambitions, l'avenir de la planète est suspendu à la mobilisation des peuples eux-mêmes. L'urgence écologique est devenue une urgence démocratique. On ne sauvera pas la planète avec les règles de ceux qui la détruisent. ●

Le sommet des peuples, qui se réunira en marge de la COP, rassemblera la société civile du monde entier pour porter une même exigence de justice climatique et sociale.